



Conseil de sécurité

UN LIBRARY

JUL 20 1983

UN/SA COLLECTION

Distr.
GENERALE

S/15874
19 juillet 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 14 JUILLET 1983, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR
LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRES DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 29 juin 1983 que vous a adressée le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15851).

Cette lettre contient des contre-vérités et des contradictions flagrantes et déforme délibérément les faits.

Il est bien connu que c'est à la demande de l'Iran que la mission a été envoyée par le Secrétaire général et il est clair, d'après la lettre de l'Iran, que ce pays n'est pas satisfait des résultats des travaux de la mission. Il est surprenant que les Iraniens déclarent avoir demandé que la mission séjourne en Iraq aussi longtemps qu'il le faudrait et se plaignent jusqu'à cinq fois dans leur lettre de ce que la mission n'ait passé que peu de temps en Iran et ne se soit pas rendue, faute de temps, sur d'autres sites importants. Ils déclarent que "la population musulmane d'Iran est prête à accueillir toute autre mission d'enquête envoyée par le Secrétaire général et qui aurait suffisamment de temps". Cela est parfaitement caractéristique de la mentalité de "mercanti" du régime iranien.

Par ailleurs, cette lettre déforme délibérément le rapport de la mission en alléguant, à propos de Pol-e-Dokhtar, qu'il est affirmé dans le rapport que "les pilotes irakiens ont même tiré à maintes reprises sur des innocents qui s'étaient rassemblés pour secourir des victimes d'un bombardement aérien". Cette allégation est présentée dans la lettre de l'Iran comme ayant été faite par la mission, alors qu'en fait, le rapport ne contient aucune conclusion de cette nature.

L'Iraq ayant accepté la résolution 479 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 28 septembre 1980, demandant aux deux parties de s'abstenir immédiatement de tout nouveau recours à la force et de régler leur différend par des moyens pacifiques, et l'Iran ayant rejeté cette résolution, ce pays reste seul responsable de la poursuite de la guerre et des dommages qui en ont résulté depuis la date indiquée plus haut. Cette position vous a déjà été présentée dans ma lettre du 10 juin 1983 qui a été publiée, le 14 juin 1983, sous la cote S/15826.

Il est aujourd'hui plus qu'évident pour tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, pour les membres du Conseil de sécurité, que la poursuite du conflit armé entre l'Iran et l'Iraq n'a d'autre cause que la violation, par l'Iran, de l'obligation de régler le différend par des moyens pacifiques que lui impose la Charte. A l'inverse, nul n'ignore que l'Iraq a affirmé à maintes reprises qu'il était prêt à se soumettre aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Riyadh AL-QAYSI
